**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:**   République démocratique du Congo

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**  Final

**ANNEE DE RAPPORT:**  2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet :**  "Vijana wenye nguvu kwa amani: Jeunes outillés pour la paix"    **Numéro Projet / MPTF Gateway:** 00113458 |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:** [[1]](#footnote-1)/ONGI Conseil Danois pour les Réfugiés – Groupe Danois de Déminage (DRC-DDG) (Agence coordinatrice)NUNO/ ONG Pole Institute (Partenaire de mise en oeuvre)NUNO/ ONG Action Solidaire pour la Paix (ASP) (Partenaire de mise en oeuvre)NUNO/ONG Solidarité Féminine Pour La Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) (Partenaire de mise en oeuvre) |
| **Date du premier transfert de fonds:** 19 décembre 2018 (Date de début effectif: 1 mars 2019)**Date de fin de projet:** 01 Mars 2021 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**   |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[x]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** DRC-DDG $ 761 000,00Pole Institute $ 335 000,00ASP $ 89 000,00SOFEPADI $ 65 000,00 Total: $ 1 250 000,00 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet:  100%    \* Voir rapport financier de juin 2021**Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $ 376 375,00Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $ 325 983 |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet:** 0 (Faible)**Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par:  Delu LUSAMBYA, Coordonnateur Consolidation de la Paix Rapport approuvé par:  Chloé MAKIELLO, Directrice Pays AdjointLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui (Sophie Aloë, Point Focal PBF, Bureau Intégré de la MONUSCO) |

**Partie 1 : Progrès global du projet**

L’année 2020 a débuté avec les Dialogues Démocratiques impliquant tous les bénéficiaires du projet et des invités. S’en est suivie la construction de 6 centres de jeunes par les bénéficiaires de 18 à 24 ans, à travers l'approche Cash-For-Work (CFW), pendant que les partenaires ASP et SOFEPADI se chargeaient des formations en éducation civique, communication non-violente, en techniques de gestion, résolution des conflits et sur les rôles de genre, l'autonomisation des femmes et la "masculinité positive" avec les jeunes de 15 à 18 ans et ensuite ceux impliqués dans le CFW. Etant donné que les écoles ont fermé du fait de la maladie à covid-19, l’activité1.2.3 prévue dans les écoles a été transformée en Dialogue Démocratique. En outre, Pole Institute a formé tous les bénéficiaires aux outils d’analyse de contexte, analyse des messages politiques, médiatiques et sur la communication non-active et les techniques de plaidoyer. Il a également organisé des radiodiffusions des interventions portant sur le rôle-clé des jeunes dans la consolidation de la paix, la réconciliation et leur participation dans la gestion des conflits dans leurs communautés. Le résultat 2 a été introduit par l’évaluation de marchés qui a permis de déterminer les opportunités économiques qui s’offrent aux jeunes dans les zones ciblées par le projet. Les résultats de cette étude ont guidé DRC dans le travail d'accompagnement des jeunes de 18 à 24 ans dans l’identification des domaines pertinents d'intérêt professionnel et dans le coaching sur la formulation des plans individualisés pour la résilience économique.

Evénement important prévu au cours des six prochains mois :

Il était prévu que ce projet prenne fin le 31 août 2020. Néanmoins, au vu du retard encouru dans l’exécution de certaines activités suite aux restrictions mises en place en réponse à la maladie à covid-19, DRC a demandé une extension sans coûts de six mois, portant la fin du projet au 01 mars 2021. Bien que l’implémentation des activités programmatiques aient pris fin le 30 novembre 2020, les activités de Suivi & Evaluation ont été conduites jusqu’au 31 janvier 2020 : il s’agissait notamment de l’organisation de l'étude "endline" en décembre 2020, de l'évaluation indépendante en décembre et pendant la première quinzaine de janvier 2021. Enfin, l’audit a eu lieu au mois de janvier 2021.

Le projet a pris en charge des plans d’affaires, néanmoins le temps a fait défaut pour le suivi de la mise en œuvre de ces derniers. DRC a par conséquent procédé à une prorogation sans coûts de 01 mois de son partenariat avec Pole Institute afin de pouvoir suivre la mise en œuvre des plans de résilience économique.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Principaux changements structurels, institutionnels ou sociétaux auxquels le projet a contribué.

Le projet a enregistré quelques progrès majeurs :

* La mise en place des activités de Dialogues Démocratiques a permis aux bénéficiaires d’exprimer librement leurs opinions aux autorités locales et aux services de sécurité, d’analyser les problèmes et de formuler ensemble des solutions ;
* Les séances de sensibilisations ont permis de renforcer les connaissances des jeunes sur les droits de l'homme, de la femme et de l'enfant. Cette maîtrise a permis aux jeunes bénéficiaires du projet de sensibiliser la communauté aux droits humains à travers les sports et les émissions à la radio Pole FM ;
* Les formations aux outils d’analyse du contexte (pour analyse critique des messages politiques et médiatiques, le renforcement des capacités sur la communication et les techniques de plaidoyer) ont permis aux jeunes de concevoir des messages positifs de la paix diffusés à la radio Pole FM pour l’éducation communautaire ;
* La construction de 6 centres de jeunes a permis de les doter d’un cadre permanent d'échange où ils se rencontrent facilement sans aucun frais : chose non évidente avant le projet, car avant celui-ci, louer une salle pour traiter de ces questions d'intérêt communautaire constituait un obstacle aux rencontres communautaires, surtout pour les jeunes ;
* Une étude de marchés a été effectuée et a permis de déterminer les opportunités économiques et professionnelles qui s’offrent aux jeunes dans les zones ciblées par le projet. C'est grâce à cette étude que les jeunes ont pu identifier les chaînes de valeur porteuses pour eux et ainsi élaborer leurs plans de résilience économique.

Impact humain réel du projet:

* Les jeunes ont pris conscience de leur rôle clé dans les efforts de stabilisation pour la consolidation de la paix dans leurs communautés. La volonté exprimée de s’engager dans les mécanismes communautaires existants de gestion et de résolution des conflits est en hausse ;
* Un renforcement de la cohésion sociale entre les jeunes bénéficiaires du projet a été observé. L’organisation en 'Self Help Group' (SHG) a permis de combiner leurs compétences et leurs ressources pour un meilleur usage et renforcer la solidarité.
* Les jeunes s’approprient les activités de dialogue démocratique, des analyses de contexte et la recherche de solutions aux problèmes locaux. Une culture du débat s'est ancrée dans la mentalité des jeunes. Les réunions des SHG sont l’occasion de déterminer un thème à exposer (par l’un des membres) pour conduire à un débat et des recommandations pouvant alimenter leurs plans de plaidoyer ;
* Lors des débats internes aux SHG et avec les représentants de la communauté et autres invités, les interventions des jeunes ont montré une amélioration de leurs connaissances sur les droits de l’enfant. Le 25 janvier 2020, lors d'une séance de dialogue démocratique, un jeune bénéficiaire du projet de la localité de Nyamitaba, Isaac, 16ans, a présenté clairement le "droit à l'héritage" s’adressant au représentant du chef de groupement : un droit auquel tous les enfants ont accès de manière égale, mais dans ladite localité les jeunes filles en sont souvent exclues. Il a demandé aux chefs de groupements "de les accompagner dans la sensibilisation sur le respect de ce droit".
* Lors des débats de dialogue démocratique organisés, il est ressorti que les jeunes ont brisé leur peur de s'exprimer et d’engager des discussions avec les autorités ;
* Les propos des jeunes récoltés lors de la remise des centres de jeunes à Nyamitaba et Mweso ont fait ressortir que certaines jeunes qui prévoyaient de rejoindre les groupes armés ou d’autres déjà enrôlés y ont renoncé suite aux sensibilisations et dialogues dont ils ont bénéficié.
* Les centres construits sont des espaces cruciaux de rencontre et d’échanges pour traiter des questions liées à la consolidation de la paix.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

**Résultat 1 :**  Les jeunes femmes et hommes de Masisi et Beni sont intégrés dans les processus de dialogue démocratique dans leurs communautés et participent activement à la réduction de violence.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **on track with peacebuilding results**

**Résumé de progrès :**

Les Dialogues Démocratiques (Act.1.1.1) avec tous les bénéficiaires du projet et les « invités, représentants de la communauté » intervenant dans les thématiques de discussions ont permis aux participants de poser les problèmes et de formuler les solutions ensemble.

Les partenaires ASP et SOFEPADI ont organisé des séances de sensibilisation dans chacune des 4 zones ciblées par le projet sur les droits de l’homme, des femmes et de l’enfant (Act.1.1.2). Le 31 août 2020, les Act. 1.1.1 et 1.1.2 étaient déjà à 100% de réalisation.

Alors que le projet prévoyait, au départ, la réhabilitation de 6 centres (dont 3 pour les jeunes et 3 autres pour la communauté), les suggestions des jeunes et autorités locales de construire de nouveaux centres plus proches des communautés ont conduit DRC à réorienter cette activité vers la construction de 6 centres en lieu et place des 6 réhabilitations prévues. Les centres ont été construits sur des parcelles cédées définitivement par les autorités locales aux jeunes. Enfin, 3 constructions ont été faites en matériaux durables et 3 en semi-durables : cette réorientation fait suite au souhait exprimé par les communautés.

Au vu des moyens disponibles, et en vue de concrétiser cette proposition, le choix s’est porté sur la combinaison des centres communautaires avec les centres de jeunes avec un accent sur la création de comités mixtes de gestion, chapeautés par les jeunes. Des séances de discussions sur la gestion des centres ont été organisées avec les jeunes et les leaders locaux sous la modération de DRC et des Protocoles de gestion des centres ont été signés.

Vu l’étendue de la ville de Beni, il a été décidé d’y ériger quatre centres à raison de un centre par commune pour rapprocher les jeunes de leurs centres (3 en matériaux semi-durable et un seul en matériau durable pour une plus grande effectivité).

Les constructions dans la commune de Mulekera ont été faites en matériau durable étant donné que les jeunes y avaient déjà construit les fondations d’un centre en matériau durable : DRC a capitalisé sur cette construction existante.

Les 4 centres de Beni ont été remis officiellement à la communauté le 18 septembre 2020, et les 12 et 15 pour Nyamitaba et Mweso (*Annexe Photographique*). Au 15 novembre, le taux de réalisation de cette activité est de 100%.

Pour impliquer les jeunes dans la gestion, médiation et prévention des conflits intra et intercommunautaires, les partenaire ASP et SOFEPADI ont organisé 3 ateliers de formation dans chacune des 4 zones ciblées par le projet pour tous les 360 jeunes bénéficiaires en éducation civique, communication non-violente, en technique de gestion et de résolution pacifique des conflits (Act.1.2.1) et 3 autres sur les rôles de genre, l'autonomisation des femmes et la "masculinité positive" (Act.1.2.2).

Ces formations organisées sous forme d’ateliers participatifs et dans le strict respect des règles barrières contre le Covid-19 ont été introduites par deux séances de renforcement des capacités (un à Beni et un à Kitshanga), animées par les spécialistes de "Pole Institute", avec l'appui de DRC pour la conception et harmonisation des modules de formation. Au 15 octobre 2020, le taux de réalisation de l'activité 1.2.1 et de l'activité 1.2.2 avait atteint les 100 %.

Suite à la déclaration de l’état d’urgence sanitaire en RD Congo le 10 mars 2020, plusieurs révisions du plan de mise en œuvre du projet ont été effectués. L'activité 1.2.3 qui devait être exécutée au sein des écoles a par exemple été transformée en Dialogue Démocratique (Act.1.1.1) du fait de la fermeture des écoles. Le 15 novembre 2020, le taux de réalisation de toutes les séances prévues après la transformation de l'activité 1.2.3 en activité 1.1.1 est de 100%.

Le partenaire Pole Institute a organisé 5 séances de formations aux outils d’analyse de contexte, analyse de façon critique des messages politiques et médiatiques qui transmettent la violence raciale ou basée sur le genre (Act. 1.3.1.), et 5 autres sur la communication, les techniques de plaidoyer afin de promouvoir des messages positifs de la paix et de transmettre les demandes prioritaires au niveau communautaire, local et provincial (Act. 1.3.2.).

Les 10 séances ont renforcé les compétences des jeunes bénéficiaires dans la lutte contre les discours de haine, dans l’analyse critique des messages politiques publiques et dans la conduite des actions de plaidoyer en faveur de la prévention et réduction de la violence. Le 15 novembre 2020, le taux de réalisation de l'Act.1.3.1 et de l'Act.1.3.2 était de 100%.

Ces deux activités ont également façonné les jeunes dans la production des émissions et dans la formulation des interventions et des messages diffusés à la radio Pole FM sur leur rôle clé dans la consolidation de la paix, la réconciliation et la participation dans la gestion de conflits dans leurs communautés (Act.1.3.3).

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :**

Sur les 360 bénéficiaires, 161, soit 45%, sont des jeunes filles et 199, soit 55%, des jeunes garçons. Pour apprécier l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, deux indicateurs internes ont été formulés : le taux de prise de parole lors des échanges et le taux de modération des réunions des dialogues démocratiques.

Lors des échanges, les jeunes garçons ont pris la parole à 61 % et les jeunes filles à 39 %. Le taux de modération des séances de discussions/dialogues démocratiques était de 54 % pour les jeunes garçons et de 46 % pour les jeunes filles. Ceci dénote d’une plus grande prise de parole (et en public) des jeunes filles. L’étude baseline avait révélé qu’une telle prise de parole des jeunes filles en public n’était pas une pratique courante. Les jeunes filles ont par ailleurs démontré d’une meilleure connaissance de leurs droits (à la scolarisation, à l’héritage, etc.).

Les activités de construction des centres des jeunes ont pris en compte l’équilibre et la représentativité du genre. Les débats dans les SHG ont également révélé que les jeunes (filles et garçons) bénéficiaires du projet sont déterminés à avoir leur mot à dire et à lutter contre la masculinité agressive.

**Résultat 2 :** **Les jeunes femmes et hommes (ciblés) de Masisi et Beni contribuent à la stabilisation accrue de leurs communautés à travers leur propre autonomisation et la résilience économique.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **on track with peacebuilding results**

**Résumé de progrès :**

Le volet résilience économique a été introduit par l'évaluation de marchés qui nous a permis de déterminer les opportunités économiques et professionnelles qui s’offrent aux jeunes dans les zones ciblées par le projet (Act.12.1.1).

Suite au contexte sécuritaire et sanitaire caractérisé par la propagation de la pandémie de Covid-19, l'activité a été réalisée dans une limite de temps très réduite, à travers la méthodologie de collecte des données basiques mais efficientes, à savoir : l’analyse documentaire (revue de la littérature, incluant les rapports d’étude de marché fournis par les partenaires alignés ISSSS pour les zones d’intervention du projet), des entretiens individuels semi-structurés et des groupes de discussion (focus group discussions) avec les représentants de la communauté et les jeunes bénéficiaires du projet.

Dans l'ensemble, 9 activités d'intérêts professionnels ont été identifiés à Mweso, parmi lesquelles 3 ont été jugées prioritaires (coupe et couture, salon de coiffure et petit commerce), 10 à Kitshanga, parmi lesquelles trois prioritaires (coupe et couture, mécanique et petit commerce), 9 à Nyamitaba, parmi lesquelles 3 prioritaires (coupe et couture, petit commerce et pâtisserie) et 11 dans la ville de Beni, parmi lesquelles 3 prioritaires (coupe couture, salon de coiffure et meunerie).

L'étude de marché a été suivie par les activités de soutien aux jeunes dans l’identification des domaines pertinentes d'intérêts professionnels (Act.12.2.). Cette activité exécutée sous format de coaching a été introduite par la formation des assistants résilience économique et des animateurs de Pole Institute sur : Le processus d’élaboration des business plan et les approches communautaires de résilience économique (AVEC, MUSO, SHG). C'est après ce renforcement des capacités que ces staffs de DRC et de Pole Institute ont accompagné les jeunes dans l'identification des activités pertinentes d'intérêts professionnels et sont en train de les coacher sur la formulation des plans d'affaire pour la résilience économique.

Le 15 novembre 2020, tous les jeunes bénéficiaires de 18 à 24 ont déjà choisi les activités d'intérêt professionnelles et suivent le coaching sur l'élaboration des plans d'affaires.

Pour permettre de combiner leurs compétences et leurs ressources, d’en faire le meilleur usage, de maintenir la cohésion sociale, la solidarité, et le soutien entre membres, certains bénéficiaires ont proposé de travailler ensemble. Cette proposition a recu notre adhésion, étant donné que les ressources disponibles pour financer les plans d'affaires ne pouvaient pas suffire pour financer chaque projet/plan d'affaire de jeunes individuellement. C'est ainsi que lors de la formation sur l’élaboration des business plan, les staff DRC et Pole ont été également formés sur les approches communautaires de résilience économique (AVEC, MUSO, SHG). Après présentation de toutes ces approches aux jeunes, ces derniers ont opté pour la réinsertion à travers l'approche Self Help Group (SHG).

L'approche SHG part du postulat que "chaque être humain a un potentiel énorme. Ce potentiel caché chez les personnes marginalisées peut être libéré si un environnement propice est créé. En tant qu'individu, les paysans sont sans voix, impuissants et vulnérables. En les rassemblant en un groupe homogène, ils deviennent conscients de leurs potentiels et de leurs droits, ils acquièrent une force considérable et peuvent défendre leurs droits et résoudre leurs problèmes facilement. Les membres épargnent régulièrement des petites sommes lors des rencontres, ensuite l’épargne est investie dans un fonds de crédit auprès duquel les membres peuvent emprunter et commencer des petites activités génératrices de revenus sans accès aux crédits à l'extérieur du groupe.

A la date du 15 novembre, tous les bénéficiaires de 18 à 24 ans sont groupés dans 11 SHG, d’une moyenne de 21 personnes et font leurs plans d’affaires selon les filières choisies à l’intérieur de leurs SHG.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:**

Lors de l'évaluation de marché, les focus groups ont été organisés selon la répartition égale de six (06) femmes et six (06) hommes pour au moins un des Self Help Group (SHG) par zone, et une composition non-mixte (femmes seules). Ceci nous a permis de collectionner les « perceptions » sur certaines « pratiques » relatives à telle ou telle activité plutôt qu’une autre, surtout pour les femmes. Et ce, afin de tenir compte des approches « nuisibles » et « sensibles » au genre lors de l’identification des activités d'intérêt professionnelles et de fournir une assistance utile et pertinente.

Après l'accompagnement sur l'identification des activités d'intérêt professionnel, tous les bénéficiaires de 18 à 24 ans se sont groupés dans onze SHG, parmi lesquels cinq (5), soit 45,4 %, sont présidés par les jeunes filles, et six (6), soit 54,6%, par les jeunes garçons.

Sur l'ensemble des 55 membres des « comités de gestion » de ces onze SHG, 23, soit 41,8%, sont des jeunes filles et 32, soit 51,1%, des jeunes garçons.

En termes de résultats, ce « taux de participation » des jeunes filles à la gestion des groupes et surtout aux postes de prise de décision dans les SHG peut être compté comme un signe très fort de leur autonomisation progressive. Et ce, d’autant plus lorsque ce chiffre est confronté aux trouvailles de la baseline qui faisait état de 5% de participation des jeunes dans la gestion de structures (groupes formels ou informels)..

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport *Les activités de suivi suivantes ont été réalisées :* *• Vérification physique des jeunes bénéficiaires absents aux activités du projet ;**• Remplacement des bénéficiaires absents ;**• Suivi des jeunes dans la construction des centres des jeunes à Mweso, à Nyamitaba et à Beni ;**• Collecte régulière des données de suivi, et,* *• Actualisation de la base des données.**S’agissant des activités d’évaluation, les activités suivantes ont été conduites :* *• Evaluation à mi-parcours,**• Elaboration des TdR de l'évaluation indépendante,* *• Recrutement de l'évaluateur externe : en cours.* *• Préparation de l’évaluation endline.* *Enfin, en vue de renforcer la redevabilité du projet, nous avons :**• Collecté, traité et géré les plaintes des membres de la communauté ;**• Formé les bénéficiaires et les staffs des partenaires du consortium au Code de conduite de DRC et aux CHS (Core Humanitarian Standards).*  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Oui   Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?Oui     |
| Evaluation : Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Oui   Tel que mentionné dans la section précédente, une évaluation à mi-parcours du projet a été réalisée.  L’évaluation indépendante finale a été lancée à partir du mois de février 2021 avec le Cabinet EXPERTISE HUMANAITAIRE ET SOCIALE. L’évaluation a couvert tout le mois de février 2021. Son Objectif était d’évaluer la pertinence, efficacité, efficience et la durabilité de l’approche, ainsi que l’intégration de l’approche genre dans les interventions du projet au niveau des bénéficiaires. Elle a aussi permis de déterminer si les résultats escomptés ont été atteints, identifier les points forts et les défis liés aux objectifs généraux et aux résultats attendus du projet et donnez des recommandations et des points d'apprentissage. La méthodologie était tout d’abord la revue documentaire qui consistait à faire l’analyse des rapports, du cadre logique, du tableau de suivi des indicateurs, etc. en plus les entretiens avec les informateurs clés. Au total 48 entretiens individuels ont été effectués à 4 niveaux : niveau interne au projet, niveau communautaire, aux partenaires et aux bénéficiaires du projet. Des groupes de discussion ont été conduit. En somme, 16 groupes de discussions ont été organisés dans les 2 axes d’intervention du projet : Masisi (Mweso, Kitshanga et Nyamitaba) et Beni ville (Mulekera, Beu, Ruenzori et Bungulu). Les résultats de l’évaluation montrent que le Cash for Work était focalisé dans la construction des centres des jeunes, dont les garçons de plus de 18 ans ont constitué la majorité des participants car c’est une activité purement technique. Raison pour laquelle sur 157 jeunes ciblés seulement 139 jeunes soit 89% parmi lesquels 75 jeunes garçons et 64 jeunes filles ont été atteints.En plus, une fois formés, les jeunes se sont constitués en groupes pour créer leur mutuel d’épargne et de crédit. L’approche utilisée par le projet était toujours participative, d’où le fait de laisser aux bénéficiaires le choix entre les 3 approches qui ont été développées lors des formations. Tous les jeunes du projet ont choisi l’approche ‘’ Self Help Group’’. Pertinence et Cohérence : Dans le chapitre de la pertinence, nous avons évalué si l’action correspondait aux attentes des jeunes filles et garçons et aux besoins des zones cibles. Elle a concerné la mesure dans laquelle les objectifs envisagés par le projet répondaient correctement aux problèmes identifiés ou aux besoins réels. Pertinence en lien avec les besoins de la communauté : Lors de nos entretiens dans le territoire de Masisi, précisément à Mweso, le chef de groupement affirmait que « Très honnêtement je m’attendais à un projet qui allait surtout faire la distribution des vivres et de l’argent, mais ma participation aux séances de dialogue m’a permis de comprendre que pour manger, il faut vivre et pour vivre il faut avoir la paix ». Efficacité : Dans cette partie de l’étude, il sied de mesurer l’écart entre les résultats obtenus et les résultats envisagés ; au départ le projet est basé sur les indicateurs fixés. La mesure de l’efficacité se limite aux effets directs induits par les activités à différencier avec l’impact qui va se concentrer sur les changements sociaux et les comportements observables induits par les projets. Efficience : Le rapport de clôture budgétaire n’étant pas encore disponible au moment de cette évaluation, il s’agit ici de voir à ce niveau ce que le projet a consommé pour apporter une unité monétaire jusqu’aux bénéficiaires finaux.  | Budget pour évaluation finale : $ 10 400Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation: n/a |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur: Montant ($):L'Agence danoise pour le développement international (Danida) : DRC a perçu $2,500 pour une étude sur les dynamiques de conflit au Sud Kivu. Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : DRC a reçu une allocation de $2,800,000 pour un projet en Ituri (Territoire de Djugu) suivant une programmation similaire à celle du projet PBF « Jeunesse outillée pour la Paix», axée sur la cohésion sociale, la réintégration économique et l’appui au renforcement du role des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix.  |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?  | Tel que prévu dans le document de projet, un audit a été conduit.   |

**Partie IV: COVID-19**

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

Le total fait approximativement $34 951: Ce montant couvre:

* Location salles de surplus: 7331$
* Achat masques et desinfectants: 1376 $
* Achat dispositifs laves mains: 561$
* Missions de terrain pour suivre le déroulement des réunions déboulés suite au Covid 19 : 7599$
* Salaire staff direct pendant la période d'extension : 18084 $
1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.
* Certains bénéficiaires ont été remplacés suite à l'irrégularité de leur participation aux activités.
1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[x]  Autres (veuillez préciser): Ajustements logistiques du projet aux restrictions imposées par le Gouvernement en réponse à la pandémie de Covid-19.

Histoire de réussite COVID-19 de ce projet :

La déclaration de l'état d'urgence sanitaire par le Président de la RD Congo (le 24 mars 2020) a été suivie par l'introduction d'un certain nombre de mesures et de restrictions afin d'endiguer la propagation de la pandémie dans le pays. Le Danish Refugee Council (DRC), en tant qu'ONG, a adopté des messages standardisés (en phase avec les mesures gouvernementales et les propres directives de DRC) sur le Covid-19 dans toute sa programmation. L’objectif étant d’endiguer la propagation du virus et ainsi protéger aussi bien bénéficiaires que staffs du projet contre la contamination.

Les activités du projet ont dû être adaptées afin de se conformer aux lignes directrices : la clôture momentanée du bureau, le travail à domicile, la relocalisation de certains membres du personnel, y compris le chef de projet PBF, la réduction de la moitié des équipes de jeunes bénéficiaires aux activités (de 30 membres par équipe à 15) pour respecter la distanciation physique, le ralentissement de la durée d'exécution des activités, le port obligatoire de masques, etc.

Bien que ces mesures aient eu des effets positifs sur la lutte contre la propagation de la maladie à covid-19, elles ont créé un environnement propice à la violence à l'égard des femmes et des enfants, exercée soit par les partenaires intimes soit par les parents.

La baisse du pouvoir d’achat qui en a résulté a affecté la capacité de plusieurs ménages à se prendre en charge et à garantir l’épanouissement de leurs enfants. Le repli de l’activité économique a motivé certains jeunes à rejoindre les activités criminelles. Dans la ville de Goma et de Beni, les services de sécurité ont rapporté la hausse des cas de criminalités, en particulier les pillages de maisons, de magasins et de boutiques d’alimentation.

Il a été rapporté aussi la taxation des populations par les groupes armés dans les zones rurales, des barrières illégales et des tracasseries des éléments de l'armée et de la police congolaise comme pseudo-dissuasion contre la violation des mesures gouvernementales.

Devant cette situation, le partenaire Pole Institute a accompagné les bénéficiaires dans le développement des messages et sports pour sensibiliser la communauté, à travers la radio Pole FM, sur la lutte contre les Covid 19 et sur la lutte contre la criminalité liée aux méfaits du Covid 19.

Des débats et tribunes d'expression populaire ont été organisés à Beni, Kitshanga, Mweso et Nyamitaba autour de la "lutte contre les criminalités liées au Covid 19". Etant la seule radio écoutée dans la localité de Mweso, Kitshanga et Nyamitaba, Pole FM a contribué efficacement dans la lutte contre le Covid 19 et dans la mobilisation communautaire sur la lutte contre les criminalités liées au Covid 19.

Suite au conflit qui a opposé les jeunes de la ville de Beni et les agents des organisations œuvrant dans la riposte contre la Maladie à Virus Ebola et contre celle à Covid 19 ; les jeunes estimant que ces deux épidémies sont des "*montages et des stratégies montées pour s'enrichir à travers les projets humanitaires"*, le partenaire SOFEPADI a organisé des Dialogues Démocratiques entre les agents des organisations œuvrant dans la riposte et les jeunes bénéficiaires du projet.

Une occasion qui a permis aux jeunes de poser leurs interrogations et préoccupations aux agents de la riposte et ainsi trouver des réponses appropriées.

Toutes les stratégies citées ci haut ont contribué efficacement à la réduction des tensions et des violences liées au Covid 19. Par ailleurs, aucun cas de Covid 19 n'a été enregistré ni du côté des staffs ni du côté des bénéficiaires du projet et aucune activité des organisations partenaire du consortium (staff et bénéficiaire) n'a été victime de violences liées au Covid 19. L'application de ces mesures et l'efficacité des dialogues démocratiques organisés y relative constitue pour nous une histoire de succès qu'on aimerait répliquer dans les projets futurs en cas des situations similaires.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultat : 1. Résultat 1.1 - Les jeunes femmes et hommes sont engagés dans leurs communautés et la confiance intergénérationnelle et intercommunautaire est établie et/ou renforcée | Indicateur 1.1. Nombre de participations aux sessions de dialogue democratiques.  |   0     |    2410  |   1743    |    72%    | Tous les jeunes ont participé aux dialogues, mais, l'absence de certains jeunes à certaines séances a entrainé la baisse du niveau d'atteinte de cet indicateur.     |
| Indicateur 1.2.Nombre de séances de discussion réalisées      |  0     |  72    |  72     |   100%     |       |
| Indicateur 1.3 Nombre de participation aux sessions de sensibilisation communautaire aux droits humains     |  0  |  1440     |  999     |    68%   | Tous les jeunes ont participé aux séances de sensibilisation, mais l'absence de certains jeunes à certaines séances a entrainé la baisse du niveau d'atteinte de cet indicateur.    |
| Indicateur 1.4 : Nombre de séances de sensibilisation communautaire réalisées.  |  0  |  48    |  49    |    102%   |       |
| Indicateur 1.5 : Le nombre des centres de jeunes réhabilités/construits.  |  0  |  3     |  6     |    200%   | Nous avons opté de ne construire que les centres des jeunes et non les centres communautaires après échanges avec les bénéficiaires et les leaders locaux.    |
| Indicateur 1.6 : Le nombre de centres commuautaires réhabilités/construits.  |  0  |  3     |  0     |    0%   | Pour Mweso et Nyamitaba, nous avons opté de ne construire que les centres des jeunes, car le montant prévu ne pouvait pas suffire à contruire deux centres par site. A Beni nous avons construit 4 centres en semi-durable pour les jeunes seulement. La ville est très vaste et le montant ne pouvait pas permettre de construire deux centres par commune.    |
|  Résultat 2 - Les jeunes femmes et hommes participent activement dans la gestion, médiation et prévention des conflits intra et intercommunautaire    | Indicateur 1. Nombre de participantion aux sessions de formation sur la communication non-violente, l’éducation civique et les techniques de la gestion et résolution pacifique de conflits    |  1080   |  680  |  680 |   63%    | Tous les jeunes ont participé aux séances, mais l'absence de certains jeunes à certaines séances a entrainé la baisse du niveau d'atteinte de cet indicateur     |
| Indicateur 2.1 :Nombre de séances de formation sur la communication non-violente, l’éducation civique et les techniques de la gestion et résolution pacifique de conflits réalisées |  0     |  72     |   57    |  79% | Tous les jeunes ont participé aux séances de formation, mais l'absence de certains jeunes à certaines séances a entrainé la baisse du niveau d'atteinte de cet indicateur      |
| Indicateur 2.2Nombre de participations dans les forums communautaires sur les thèmes de rôles du genre, l’autonomisation des femmes et la masculinité positive     |  0    |   1080    |  735     |  68%     | Tous les jeunes ont participé aux séances de formation, mais certains ont accusé des absences à certaines séances.    |
| Indicateur 2.3Nombre de séances forums communautaires sur les thèmes de rôles du genre, l’autonomisation des femmes et la masculinité positive réalisées      | 0 | 72 | 57 |  79%     | Les séances communautaires ont eu lieu durant la mise en œuvre du projet. Cette activité a été clôturée à la fin du projet  |
| Indicateur 1.2.1 Nombre d'écoliers qui ont reçu les sessions de formation sur l’éducation civique, la communication non-violente et les techniques de la résolution p  |  744     |  0     |  744     |  0%     | Suite au Covid-19, les activités dans les écoles ont été suspendues sur toute l'étendue du pays, au vu de ces faits, nous avons réconverti l'activité en sessions de discussions sur les plans d'actions et les prochaines activités du projet dans les centres.      |
| Indicateur 2.2.Nombre d'écoles dont les élèves sont formés sur la technique de gestion et résolution pacifique de conflit/ Nombre des séances de dialogues ténus  |   8    |    0   |    -8   |   0%    | Cette activité a subi aussi la reconversion suite au Covid-19.      |
| Résultat 1.3. - Les jeunes femmes et hommes sont outillés pour lutter contre les discours de haine, en acquérant la capacité d'analyser de façon critique des messages politiques publiques, et en travaillant ensemble pour plaider en faveur de la prévention et la réduction de violence.  | Indicateur 1.3.1Nombre de réunions CPJ-CPJ autour des analyses critiques collaboratives sur les messages politiques et médiatiques (au sein de et hors de la phase de formation)     |  0   |  5     |  5     |  100%     |       |
| Indicateur 1.3.2. Nombre de participants (désagrégé âge & sexe) dans les séances de formation sur les analyses critiques collaboratives sur les messages politiques et médiatiques (au sein de et hors de la phase de formation)       |  0     |  1800     |  1134     |  63%    | Tous les jeunes ont participé aux séances de formation, mais certains ont accusé des absences à certaines séances.       |
| Indicateur 1.3.3Nombre de membres CPJ et non CPJ qui reçoivent la formation en communication et techniques de plaidoyer pour rédiger des messages positifs de la paix  |   0    |  1800     |  1134     |  63%    | Tous les jeunes ont participé aux séances de formation, mais certains ont accusé des absences à certaines séances.      |
| Indicateur 2.1.1Nombre de séances réalisées      |   5    |   5    |  0     |  100%     |       |
| Indicateur 2.1.2Nombre de messages de paix développés par les jeunes à l'issue de la formation      | 0 |  12     | 12 |   100%    |       |
| Indicateur 2.1.1  Le nombre de messages sur la consolidation de la paix et sur la mobilisation des jeunes développés par les CPJ et radiodiffusés à travers Pole FM |   0    |    72   |  66     |  89%     | La radio PLE FM nous a appuyé dans la diffusion de messages sur la consolidation de la paix. A la fin de l’extension accordée, POLE FM continuait à diffuser ce message dans me cadre de la pérennisation et de la durabilité du projet. |
| Résultat 2.1 Résultat 2.1 - Les jeunes femmes et hommes (ciblés) comprennent leur environnement économique et professionnel et sont capable d'identifier les opportunités.  | Indicateur 2.2.1. La production du rapport de l’évaluation participative du marché du travail à Masisi et Beni pour le début de cette phase du projet      | 0 |  2     | 2 |   100%    |      |
| Indicateur 2.2.2. Le nombre de régions professionnelles identifiées pour les plans de la résilience économiques de jeunes      |   0    |  7     |   11    |   157,1%    | La communauté a identifié les filières au délà de ce qui était attendu.    |
|  Nombre de jeunes ciblés participant dans les sessions de réseautage    |  0      |   240    |  217     |   90,4 %   | A fin de l’action, le reseaux SELF HELP GROUP avait été mise en place. Cette activité communautaire se poursuit jusqu’à maintenant sous le lead des bénéficiaires dans leur communauté. |
| Indicateur 2.2.3 : % de jeunes ciblés ayant reçu un kit de démarrage individualisé (y compris une aide financière pour accéder a des opportunités et du matériel de formation professionnelle) |  0  |   240  | 217 | 90,4% | Activité convertie en Appui dans les self help group. |

1. NUNO : *Non United Nations Recipient Organization*/ Organisation récipiendaire non-onusienne. [↑](#footnote-ref-1)